

YASCHA
MOUNK

LE PIÈGE DE L'IDENTITÉ

Comment une idée progressiste
est devenue une idéologie délétère

« **UN LIVRE INDISPENSABLE** »

DAVID FRENCH, *THE NEW YORK TIMES*

« **UN RÉCIT AUSSI BRILLANT
QU'ACCESSIBLE** »

FRANCIS FUKUYAMA

L'Éditions de
Observatoire



Le piège de l'identité

Du même auteur

Stranger in My Own Country, Farrar, Straus & Giroux Inc., 2014.

The Age of Responsibility, Harvard University Press, 2017.

The People vs. Democracy, Harvard University Press, 2018.

Le Peuple contre la démocratie, Éditions de l'Observatoire, 2018.

The Great Experiment, Penguin Press, 2022.

La Grande Expérience. Les démocraties face à la diversité, Éditions de l'Observatoire, 2022.

The Identity Trap: A Story of Ideas and Power in Our Time, Allen Lane, 2023.

Yascha Mounk

Le piège de l'identité

Comment une idée
progressiste est devenue
une idéologie délétère

Traduit de l'anglais (États-Unis)
par Benjamin Peylet

Titre original :
The Identity Trap: A Story of Ideas and Power
in Our Time

Éditeur original : Penguin Press, 2023
Copyright © 2023, Yascha Mounk
All rights reserved

ISBN : 979-10-329-2718-2
Dépôt légal : 2023, novembre

Pour la traduction française :
© Éditions de l'Observatoire/Humensis, 2023
170 *bis*, boulevard du Montparnasse, 75014 Paris

Introduction

L'appât et le piège

À la fin de l'été 2020, Kila Posey posa une question à la directrice de l'école élémentaire Mary-Lin, située en banlieue aisée d'Atlanta : était-il possible d'inscrire sa fille de 7 ans dans la classe d'une institutrice en particulier ? « Pas de problème, répondit d'abord la directrice. Dites-moi laquelle. » Ce qui fut fait. Mais à la suite de cet échange, la directrice imposa finalement une autre institutrice, qu'elle considérait mieux adaptée. Finalement, Kila Posey, une femme noire, demanda pourquoi sa fille ne pouvait être inscrite dans la classe choisie. « Eh bien, admit la directrice, parce que ce n'est pas la classe des Noirs. »

Ce récit réveille des souvenirs tristement familiers. Il évoque l'histoire longue et violente de la ségrégation. Il conjure des images de parents blancs horrifiés à l'idée que leurs enfants puissent être mêlés à des camarades noirs. Mais il y a ici un retournement de situation pervers, et inattendu : la directrice, Sharyn Briscoe, est noire elle aussi. Comme Kila Posey en a témoigné dans *l'Atlanta Black Star*, elle était « désespérée d'avoir une telle conversation en 2020 avec quelqu'un qui lui ressemble tant, une autre femme noire. Ce n'est rien de plus que de la ségrégation au sein de l'école. On ne fait pas de ségrégation par classes. On ne peut pas faire ça. »

En réalité, les événements de l'école élémentaire Mary-Lin ne sont pas le prolongement d'une histoire bien connue ; ce sont les résultats d'une nouvelle tendance idéologique. De plus en plus d'écoles aux États-Unis pensent lutter contre le racisme en séparant les enfants selon leur couleur de peau.

Des écoles publiques ont réintroduit la ségrégation. Le lycée Evanston-Township, en banlieue de Chicago, propose à présent des cours de mathématiques réservés aux élèves qui « s'identifient comme noirs ». Beaucoup d'autres se sont lancées dans des « regroupements par affinités » fondés sur une forme de ségrégation raciale. Tout un secteur scolaire de Wellesley, dans le Massachusetts, a récemment créé un « *safe space* pour les élèves asiatiques et américains d'origine asiatique ». Comme le soulignait l'e-mail d'invitation, « il s'agit d'un espace sécurisé pour nos élèves de couleur, asiatiques et américains d'origine asiatique, *pas* pour les élèves qui s'identifient uniquement comme blancs ».

Le 14^e amendement et le verdict historique de la Cour suprême dans l'affaire *Brown v. Board of Education* ont imposé des limites très strictes à toute institution publique qui souhaiterait instaurer une discrimination fondée sur la couleur de peau. En conséquence, la ségrégation par classes et la présence de *safe spaces* dans les établissements scolaires publics ont été attaquées en justice, jusqu'au niveau fédéral. Cependant, ce qu'il s'est passé à Atlanta, Evanston et Wellesley est devenu depuis une pratique fréquente dans les établissements privés, auxquels ces restrictions sévères ne s'appliquent pas.

Dans les écoles les plus huppées d'Amérique, de Boston à Los Angeles, des professeurs séparent aujourd'hui les élèves par origines ethniques. Dans bien des cas, la participation à ces regroupements est obligatoire de fait. Parfois, les élèves sont si jeunes que c'est aux professeurs de leur indiquer

le groupe qui leur convient. Dans l'établissement scolaire Gordon de Rhode Island, les professeurs ont ainsi réparti les enfants dans des groupes d'affinité selon leur origine ethnique, qu'ils réunissent chaque semaine, dès l'école maternelle. « Un programme d'apprentissage par le jeu et l'affirmation explicite de l'identité raciale sont très importants, surtout pour les jeunes apprenants », expliquait Julie Parsons, institutrice à Gordon de longue date et récemment récompensée par l'Association nationale des écoles indépendantes pour ses efforts en faveur de la diversité, de l'égalité et de l'inclusion.

Dalton, une école prestigieuse dans l'Upper East Side de New York, accueille des enfants de l'élite de la ville. Elle n'a pas ménagé ses efforts pour expliquer les objectifs pédagogiques qui fondent ses pratiques. Selon les déclarations de la direction et les ressources externes accessibles sur son site internet, les institutions antiracistes doivent aider les élèves à exprimer l'identité raciale qui leur correspond. Une conversation entre experts, organisée en lien étroit avec l'école par une éminente organisation nommée non sans à propos « EmbraceRace », a ainsi conclu, en particulier pour les enfants les plus jeunes, que « même une personne de couleur ou une personne noire pourrait dire : “Je ne me vois pas comme un être racé. Je suis simplement humain.” Le rôle d'une bonne éducation est de changer cette attitude : “Nous sommes des êtres racés.” » La première étape consiste ainsi à rejeter le *color-blindness*, l'insensibilité aux couleurs, et à cesser de considérer que nos points communs sont plus importants que nos différences.

Depuis peu, certaines écoles encouragent leurs élèves blancs à se définir par leur couleur de peau. L'école Bank Street, dans l'Upper West Side, par exemple, est l'une des plus renommées de tout le pays pour les premières années

d'enseignement. Fière de se trouver à l'avant-garde du progrès pédagogique, elle sert à la fois d'école élémentaire, de collège et de centre de formation des maîtres, pour des centaines de futurs professeurs chaque année. Récemment, Bank Street s'est mise à séparer ses élèves entre un « groupe d'affinité des enfants de couleur » et un groupe (entièrement blanc) de « défenseurs ». L'objectif de ce groupe blanc, tel que l'explique une diapositive de présentation, est « d'alerter sur la prévalence de la blancheur et du privilège blanc » et d'encourager les élèves à « assumer leurs ancêtres européens ».

C'est en suivant cette nouvelle approche pédagogique que Sharyn Briscoe, la directrice de l'école élémentaire Mary-Lin, a créé sa « classe des Noirs ». Elle a grandi dans la banlieue noire de Philadelphie, mais elle était scolarisée dans une école privée à majorité blanche où elle s'est souvent sentie isolée. Une fois obtenu son diplôme de sciences de l'éducation au Spelman College, elle s'est proposé de mettre en application des idées nouvelles qui préserveraient les enfants des tourments qu'elle avait subis. Comme le demande Beverly Daniel Tatum, pédagogue célèbre et ancienne présidente de Spelman, dans un livre qui a connu un grand retentissement, « Si un jeune s'est trouvé une place au sein d'un cercle d'amis blancs, est-il réellement nécessaire de lui former un groupe de camarades noirs ? » Répondant par l'affirmative, Tatum recommande aux écoles de s'assurer que tous les élèves lient des amitiés au sein de leur propre groupe racial « en séparant les élèves noirs » pour au moins une partie de la semaine.

Kila Posey n'est pas du tout d'accord avec cette idée. En tant que pédagogue elle-même, elle estime que « placer [ses] filles dans des classes où tout le monde leur ressemble ne va pas nécessairement leur conférer un sentiment

d'appartenance à une communauté ». Sélectionner selon leur couleur de peau les camarades avec lesquels ses deux filles devraient se lier d'amitié, a-t-elle dit à Sharyn Briscoe lors de l'une de leurs premières entrevues, « ce n'est pas votre boulot ».

Quand j'ai interrogé Kila Posey à propos de cette dispute avec le secteur scolaire d'Atlanta qui durait depuis plusieurs années, elle m'a répondu très calmement. Elle se rappelait les faits et les chiffres avec la précision de celle qui s'est lancée à corps perdu dans un juste combat. Ce n'est que quand je lui ai demandé quels espoirs elle entretenait pour l'avenir de ses filles que sa voix a tremblé. « Pour mes filles, il n'y a pas de limites. Elles peuvent faire et devenir ce qu'elles voudront », a-t-elle répondu très émue. Ses filles avaient regardé la cérémonie d'investiture de Kamala Harris à la vice-présidence des États-Unis et elles étaient déterminées à marcher dans ses pas. Quel que sera leur choix, cependant, Kila Posey a précisé qu'elles « trouveront une place à la table, et qu'elles devront s'y entendre avec tout le monde ».

Ce désaccord profond entre Kila Posey et Sharyn Briscoe n'est qu'une escarmouche au sein d'une bataille idéologique plus vaste. Une partie du discours dominant américain est en train de substituer à l'universalisme une forme de séparatisme progressiste. Des écoles et des universités, des fondations, certaines entreprises considèrent qu'il est de leur devoir d'encourager activement la population à se concevoir en tant qu'« êtres racés ». Elles appliquent de plus en plus cette maxime à d'autres formes d'identité, en considérant le genre, l'origine culturelle, l'orientation sexuelle comme ce qui nous définirait le mieux. Depuis peu, bon nombre de ces institutions vont même plus loin : elles sont parvenues à la conclusion que leur responsabilité est de traiter les gens différemment selon leur groupe d'appartenance, même pour

des questions de vie ou de mort, telles que leur place sur une liste d'attente pour l'attribution de médicaments indispensables.

L'enjeu est de taille

À la fin du mois de décembre 2021, un médecin de New York établit une prescription urgente pour un patient tout juste testé positif au Covid-19. Il souhaitait le soigner à l'aide d'une nouvelle molécule appelée Paxlovid, qui promettait de faire chuter la mortalité. Il appela donc un pharmacien qui pourrait la lui fournir, mais avant d'accepter de la livrer, ce dernier lui posa une question. Quelle était l'origine ethnique du patient ? Le médecin était estomaqué. « En trente ans d'exercice de la médecine, dit-il, je n'avais jamais entendu cette question dans le cadre d'une prescription. »

Au cours du deuxième automne de la pandémie, les vaccins ont été rendus largement accessibles. Des traitements efficaces étaient envoyés aux hôpitaux et aux officines, pour la première fois. On voyait enfin le bout du tunnel. C'est alors que le variant omicron s'est répandu comme une traînée de poudre, entraînant une hausse brutale des infections. Les médecins ont dû prendre des décisions drastiques en matière d'allocation des ressources et décider à qui attribuer en priorité les molécules vitales telles que le Paxlovid et les anticorps monoclonaux du type Sotrovimab, en attendant qu'elles soient produites en quantité suffisante pour que tout le monde y ait accès.

En pareil cas, selon le principe ancestral du triage, les autorités médicales suivent le plus souvent une stratégie fondée sur un objectif simple : sauver le plus de vies possible. Durant la pandémie, la plupart des pays, les États-Unis exceptés, ont

dûment agi en conformité à cette maxime. Afin d'administrer les médicaments aux patients qu'elles avaient le plus de chances de sauver, les autorités de santé ont traqué les facteurs de risque établis, les fameuses comorbidités connues pour rendre le Covid bien plus mortel. Mais, au cours de la décennie qui venait de s'écouler, des médecins influents, des experts, des activistes politiques avaient milité pour que les décisions de triage s'effectuent sur la base d'une considération bien différente : celle de l'équité raciale.

Il existe de bonnes raisons, pour les médecins, de tenir compte des différences entre groupes démographiques. Des dizaines d'études ont montré que les communautés historiquement discriminées, telles que les Afro-Américains aux États-Unis et certains groupes d'origine asiatique en Grande-Bretagne, sont moins bien soignées. Seulement, plutôt que pallier ces injustices profondes en s'assurant que tous les patients bénéficieront de la même qualité de soins quelles que soient leurs origines, une grande proportion des professionnels de la médecine a conclu en toute conscience qu'il lui faudrait traiter différemment les divers groupes ethniques.

Dans une série d'articles célèbres, deux éminents médecins de Brigham and Women's, l'un des meilleurs hôpitaux du monde, décrivent leur mise en pratique de cette idée. Bram Wispelwey et Michelle Morse ont démontré que les patients non blancs avaient été par le passé victimes de discriminations en matière d'admission dans l'unité de cardiologie, où les places sont toujours chères. Mais, plutôt que de remédier à ces inégalités en prenant les mesures nécessaires pour que l'hôpital traite à l'avenir de manière équitable tous les patients, blancs ou noirs, leur « mesure à implémenter pour atteindre l'équité » consistait en l'« admission préférentielle des Noirs et Latinos atteints d'insuffisance cardiaque ».

Certains universitaires de premier plan ont ainsi proposé de faire passer l'équité raciale avant l'impératif de sauver des vies. Comme l'avancé récemment Lori Bruce, directrice adjointe du centre de bioéthique de Yale, dans le *Journal of Medical Ethics*, les protocoles de priorisation en cas de pénurie matérielle « devraient être conçus selon des critères plus larges que le seul indicateur, trop fruste, du nombre de vies sauvées ». Les médecins devraient ainsi tenter de minimiser les disparités entre groupes démographiques par l'implémentation de « protocoles de triage racialement équitables », en prenant tout particulièrement garde aux questions telles que « les familles se rappelleront-elles qu'on leur a refusé le traitement ou, au contraire, qu'on les a correctement accueillies ? ».

Ces idées et pratiques nous aident à comprendre l'angle sous lequel les décisions officielles ont été prises durant la pandémie. Quand les autorités de santé américaines ont décidé qui recevrait en priorité les traitements contre le Covid en situation de pénurie, elles aussi ont rejeté le cadre de « neutralité raciale » qui ne tenait compte que des facteurs de risque tels que l'âge ou autres comorbidités. L'État de New York, par exemple, s'est engagé à adopter des politiques sanitaires qui promouvraient « l'équité raciale et la justice sociale » en 2021, précisant en toutes lettres que « cela ne signifierait pas le même traitement pour tous ». C'est avec ces objectifs en tête que l'administration de la Santé de l'État de New York a demandé de prescrire les médicaments rares, tels que le Paxlovid, aux membres des groupes ethniques minoritaires, même de moins de 65 ans sans comorbidité. En revanche, la directive stipulait que les New-Yorkais blancs dans la même situation ne devaient pas être considérés comme prioritaires.

Cette directive adoptée par l'État de New York est partie d'une tendance plus générale. Plus tôt, en 2021, au début des campagnes de vaccination, le Vermont encouragea les jeunes patients non blancs sans comorbidité à se faire vacciner avant les patients blancs dans le même cas. Alors que leurs propres modélisations montraient que cette stratégie aboutirait à plus de morts, les Centres pour le contrôle et la prévention des maladies (CDC) poussèrent les États à vacciner les travailleurs essentiels avant les personnes âgées, sous prétexte que celles-ci sont, aux États-Unis, blanches en très large proportion. Quand un procès tenta de mettre fin à ces pratiques, une vingtaine d'institutions majeures, dont l'Association américaine de santé publique, le Collège américain des médecins et l'Association américaine de médecine, déposèrent un témoignage en *amicus curiae* pour les défendre.

Le nouveau paradigme s'applique également à d'autres domaines, aussi éloignés des origines ethniques que de la médecine. D'autres administrations ont en effet entamé le virage qui les éloignera de cette neutralité réglementaire visant au traitement égal de tous les citoyens, sans distinction d'appartenance, dans la plupart des contextes. Elles font désormais explicitement dépendre l'accès à certaines aides publiques essentielles de facteurs tels que le genre, l'orientation sexuelle ou les origines ethniques.

Ainsi, quand le gouvernement fédéral créa un fonds d'urgence pour aider les petites entreprises menacées de faillite en raison de la pandémie, il favorisa explicitement celles tenues par des femmes plutôt que par des hommes. De même, la ville de San Francisco annonçait récemment qu'elle mettrait en place un revenu de base grâce auquel les habitants pauvres percevraient 1 200 dollars par mois.

Cependant, n'y seraient éligibles que les membres d'un certain groupe : les personnes s'identifiant comme trans.

Les inquiétudes quant au rôle que joue aujourd'hui l'identité sont souvent tournées en ridicule et ravalées au rang d'obsessions malsaines nées de la guerre culturelle et des réseaux sociaux. Il y a dans ces critiques un fond de vérité. Twitter et Facebook servent bel et bien leur dose d'indignation quotidienne à des publics de plus en plus polarisés. Et certaines personnes qui se sont indéniablement rendues coupables de comportements profondément répréhensibles se prétendent victimes de « *cancel culture* » et d'« attaques en meute ». Si certaines critiques de ces transformations récentes sont hypocrites, le phénomène en question n'en est pourtant pas moins réel.

Cette nouvelle manière de penser l'identité a déjà pris une importance énorme au Canada, au Royaume-Uni et aux États-Unis. Elle se répand à présent en France et en Allemagne, en Suisse et aux Pays-Bas, en Italie et en Espagne, et même jusqu'au Brésil et au Chili. Des hypothèses fondamentales sur la justice, la valeur de l'égalité et la signification de l'identité ont été modifiées en profondeur. Même s'il serait prématuré de déclarer que cette idéologie a remporté la victoire, elle a déjà modifié les comportements d'institutions aussi importantes que l'Associated Press, le Massachusetts Institute of Technology, le Syndicat américain pour les libertés civiques et la Coca-Cola Company, le National Health Service britannique, le Centre national des arts du Canada, les syndicats d'étudiants français et les maisons d'édition espagnoles. L'enjeu n'est ni plus ni moins que les règles de base, les principes fondamentaux et les hypothèses de fond qui structureront nos sociétés dans les décennies à venir. Plutôt que de prétendre que ces changements sont imaginaires ou

dépourvus de signification, nous devons les analyser et les critiquer avec le plus grand sérieux.

La synthèse identitaire

Les racines de cette idéologie nouvelle qui vient modifier les règles et les normes essentielles d'institutions de premier plan sont à chercher dans une métamorphose : celle des combats de fond de nombreux progressistes déclarés. La gauche, historiquement, s'est caractérisée par ses aspirations universalistes. Être de gauche signifiait penser que les êtres humains ne sont pas définis par leur religion ni leur couleur de peau, leur culture d'origine ni leur orientation sexuelle. Un objectif clé des politiques de gauche était de créer les conditions d'une prise de conscience collective, selon laquelle ce que nous partageons par-delà les fractures identitaires serait plus important que ce qui nous divise. C'est ce qui nous permettrait de dépasser les nombreuses formes d'oppression qui ont sali la cruelle histoire de l'humanité. Mais, depuis les années 1960, la pensée de gauche sur l'identité s'est transformée, pour des raisons bien compréhensibles à de nombreux égards.

Dans les années 1960 et 1970, un nombre croissant de personnalités de gauche avancèrent que l'engagement théorique en faveur de l'universalisme cohabitait trop souvent avec de graves discriminations raciales ou religieuses. Elles soulignaient aussi que de nombreux mouvements de gauche s'étaient montrés, de longue date, inhospitaliers envers les minorités ethniques et sexuelles. Tandis que les consciences s'ouvraient aux discriminations historiques que subissaient diverses communautés minoritaires, et que s'approfondissait la compréhension de leurs mécanismes, une partie de

la gauche jugea que la solution résidait dans de nouvelles formes de militantisme et de fierté identitaires. Si des personnes subissaient de graves préjugés parce qu'elles étaient gays ou noires, il n'était pas idiot d'encourager les gays et les Noirs à s'identifier à ces groupes marginalisés, et ainsi à se battre pour leur libération collective.

Avec le temps, ce redoublement des efforts sur les questions d'identité perçu comme un impératif stratégique se transforma lui aussi, et avec lui les objectifs ultimes que la gauche poursuivait. De larges pans du mouvement progressiste trouvèrent naïves et un peu kitsch ces images d'un futur harmonieux dans lequel « des petites filles et des petits garçons noirs tiendraient la main à des petites filles et des petits garçons blancs », comme l'avait rêvé Martin Luther King à l'acmé de son discours le plus célèbre. Ils proposaient pour les remplacer la vision d'un futur où la société resterait à jamais définie par ses divisions en groupes identitaires distincts. Afin de nous assurer que chaque communauté ethnique, religieuse ou sexuelle jouisse des mêmes revenus et de la même part des richesses nationales, avançaient-ils, les acteurs privés comme les institutions publiques devaient adapter leurs comportements aux groupes concernés. Une nouvelle idéologie était née.

Il y a dix ans, les articles de journaux qui évoquaient la montée de cette nouvelle idéologie parlaient souvent de « politiques identitaires ». Il y a cinq ans à peine, ses adhérents se seraient encore décrits fièrement comme les « *wokes* », les éveillés. Mais l'usage de ces deux termes est depuis devenu très polémique. De nos jours, quiconque parle de politique identitaire ou qualifie un militant de « *woke* » risque d'être instantanément perçu comme un vieux réactionnaire. Aucune expression acceptée de tous n'a pris la place de ces étiquettes depuis.

C'est un problème. Difficile de tenir un débat constructif sur une idéologie quand on n'est même pas d'accord sur son nom ! Il serait ainsi très utile de s'accorder sur une dénomination acceptable à la fois par ses soutiens et ses détracteurs. J'ai une suggestion. C'est un corpus d'idées issues d'une large gamme de traditions intellectuelles et qui s'intéresse, au premier chef, au rôle que jouent dans le monde les catégories identitaires, telles que l'origine ethnique, le genre et l'orientation sexuelle. Je l'appellerai donc la plupart du temps la « synthèse identitaire ».

La synthèse identitaire s'intéresse à de très nombreux groupes, de tous types, dont ceux fondés sur l'origine ethnique, le genre, la religion, l'orientation sexuelle et le handicap (liste non limitative). Elle est le produit d'un ensemble très riche d'influences intellectuelles, parmi lesquelles on compte le postmodernisme, le postcolonialisme et la théorie critique de la race. On peut l'employer au service de causes politiques variées, du rejet radical du capitalisme à une alliance tacite avec le monde des affaires.

Tout cela fait qu'il serait tentant d'accuser la synthèse identitaire de manque de cohérence, voire de la ravalier complètement au rang de « tendance » culturelle qui finira par passer. De fait, tout ce qui a été écrit à son propos jusqu'ici vient se ranger dans l'un de ces deux camps : soit il s'agit de louer sans aucun recul critique les idées principales de la synthèse identitaire, d'y voir le remède nécessaire aux injustices du monde, soit il s'agit de la balayer, sans autre forme de procès, comme un effet de mode qui ne mérite pas d'être pris au sérieux d'un point de vue intellectuel. Cependant, après un examen plus minutieux, il apparaît que cette idéologie qui n'ose dire son nom est tout ce qu'il y a de plus

réel. Il est temps de la prendre au sérieux et de l'analyser. Pour ce faire, nous devons d'abord comprendre ce qui fait son attrait.

L'appât

Les défenseurs de la synthèse identitaire sont bien souvent animés d'une noble ambition : remédier aux graves injustices qui caractérisent tous les pays du monde, dont les États-Unis. Ces injustices sont indéniables. Les membres des groupes marginalisés ont souffert, historiquement, de terribles discriminations. Aujourd'hui encore, les femmes sont gravement désavantagées dans le monde du travail. Les personnes handicapées font parfois l'objet de railleries et sont souvent ignorées. Les minorités ethniques subissent une haine ostensible et autres formes plus subtiles d'exclusion. La violence contre les homosexuels et les personnes trans persiste.

Ce sont les groupes qui ont subi par le passé les pires injustices qui sont le plus susceptibles de souffrir encore de nos jours de désavantages durables. La situation des Noirs américains s'est significativement améliorée au cours du dernier siècle. Les restrictions explicites du droit de vote, de la création d'entreprises, de l'usage des services publics, du mariage mixte ont toutes été abolies. Une classe moyenne noire a émergé, les Afro-Américains sont aujourd'hui représentés au plus haut niveau dans tous les domaines. Pourtant, les brumes du passé ne sont pas encore dissipées. En moyenne, les Noirs américains gagnent toujours moins et ont moins de patrimoine que les Blancs. Ils ont plus de chances d'être scolarisés dans un établissement sous-financé, de vivre dans un quartier très défavorisé, de faire

Des politiques « racialement neutres » peuvent aider à combattre les inégalités raciales...	291
Pourquoi l'équité échoue en théorie	294
Pourquoi l'équité échoue en pratique.....	297
Imparfaite et exceptionnelle.....	300
Points clés.....	304
Chapitre 13. Du racisme structurel, du genre et de la méritocratie.....	307
Racisme structurel.....	308
Sexe, genre et débat sur les droits des transgenres	311
Méritocratie	315
Points clés.....	320

PARTIE IV
EN DÉFENSE DE L'UNIVERSALISME

Chapitre 14. Réponse à la synthèse identitaire	329
Le cœur du procès contre le libéralisme	330
La réponse libérale à la synthèse identitaire	334
Points clés.....	342
Chapitre 15. Plaidoyer pour une alternative libérale ..	345
Les grands principes du libéralisme.....	348
Pourquoi les principes du libéralisme contribuent à produire des sociétés florissantes	351
Le succès des démocraties libérales	354
Points clés.....	357
<i>Conclusion.</i> Comment échapper au piège de l'identité.....	359
Les trois avenir possibles du piège identitaire	363
Comment débattre contre le piège identitaire	367
Comment les organisations peuvent s'échapper du piège de l'identité	380

Ce que nous abandonnerons si nous tombons dans le piège de l'identité	385
<i>Appendice.</i> Pourquoi la synthèse identitaire n'est pas marxiste	389
<i>Notes</i>	395